

23. La place et le rôle de la science

1. La situation actuelle

La science (ce qu'on sait) nous éclaire sur les enjeux écologiques d'aujourd'hui, au premier rang desquels, les questions climatiques et de l'effondrement de la biodiversité.

Le constat est clair : le réchauffement climatique en cours est d'une ampleur sans précédent ; et ce qui se joue désormais, est la capacité à limiter ce réchauffement à une température global moyenne inférieur à +2° d'ici la fin du siècle. Pour cela, la science nous dit qu'il faut réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre d'ici le milieu du siècle, et ce, afin que les émissions résiduelles puissent être captées par les écosystèmes et les puits naturels ou quelques dispositifs techniques encore non éprouvés à grande échelle. Ainsi, il ne suffit pas de « faire les choses, mais de les faire à temps ».

Quant à la biodiversité, le déclin des espèces est « sans précédent » et s'accélère. Environ 1 million d'espèces animales et végétales sont aujourd'hui menacées d'extinction au cours des prochaines décennies, ce qui n'a jamais eu lieu auparavant dans l'histoire de l'humanité. Les recommandations ou prescriptions sont plus difficiles sur ce plan car les enjeux sont localisés très différemment et les dynamiques peuvent être très contrastées selon les lieux.

Sur ces deux sujets centraux, à l'échelle mondiale, le GIEC et l'IPBES ont été créés lors de ces dernières années afin de synthétiser la production savante et de la rendre intelligible et utilisable par les décideurs, notamment politiques tout en se cantonnant à être « policy relevant, but not policy prescriptive ». Problème à cette échelle : aucune gouvernance opérationnelle n'existe sur ces sujets. Et les difficultés des COP à produire autre chose que de grands rendez-vous réguliers en sont l'illustration.

Ainsi, la science nous « dit ce qui est », pas « ce qui doit être », mais elle peut nous fournir quelques balises pour savoir dans quel espace naviguer. Il y a alors sûrement dans le moment dans lequel nous sommes à réfléchir à la manière dont la science pourrait nous être plus utile pour définir « ce qui doit être » en exprimant et en rendant plus intelligible pour le plus grand nombre ce champ des possibles, et ne pas s'en tenir à l'objectivation du désastre écologique.

2. Les mesures prises pendant le dernier quinquennat

Dans la suite de la crise des « gilets jaunes », avec comme point de départ le prix de l'essence et notamment une cristallisation autour de la fiscalité environnementale représentée par la Contribution Climat Energie (CCE) –ou dit autrement la taxe carbone sur les carburants–, des réponses politiques multiples furent apportées et notamment pour ce qui nous intéresse ici : la création du Haut Conseil pour le Climat (HCC) et l'instauration de la Convention Citoyenne pour le Climat (CCC).

Ces deux instances, la première pérenne et la seconde prévue comme plutôt temporaire et visant à sortir de la crise par le haut, ont connu des succès divers.

Le HCC visait à produire un avis indépendant au prisme du sujet « climat » des politiques globales. C'est ainsi que le HCC dans son rapport annuel rappelle que les actions et mesures entreprises ne sont pas à la hauteur des engagements climatiques.

La CCC visait à définir un espace de délibération avec 150 citoyens tirés au sort et représentatif de la société française à plusieurs égards. L'objectif était de trouver de nouvelles marges de manœuvre pour le politique, en faisant dialoguer experts et citoyens dans cet espace, et ainsi d'aboutir à des

recommandations aussi consensuelles que possibles... afin de les mettre en œuvre dans la Loi Climat ; et cela, afin de dépasser la situation de blocage incarnée par le gel de la fiscalité environnementale suite aux protestations des gilets jaunes.

3. L'état du débat politique et médiatique

Le débat actuel ne semble guère focalisé en cette fin d'année 2021 autour de ces questions, et encore moins autour des instances ou institutions qui devraient permettre de mieux les traiter au cours des prochaines années.

Les rares prises de positions politiques s'en tiennent à des réactions ponctuelles à des travaux d'ampleur (publication du rapport du GIEC à l'été 2021, publication des scénarios de RTE pour la transformation du mix électrique à l'automne 2021) autour du soutien à telle ou telle filière selon les partis (nucléaire (LR), éolien (EELV), solaire (LR, EELV, PS)...) et rarement l'ensemble des filières décarbonées ou les conditions de soutien à ces filières (que ce soit en termes techniques, économiques ou autres).

Il convient cependant de noter la faible prise en compte de la science dans le débat sur l'énergie. Tous les experts reconnaissent que le premier enjeu essentiel de la décarbonation et de la transition écologique repose sur la demande d'énergie, la capacité de promouvoir les économies et l'efficacité énergétique. Pourtant, les principales prises de position portent sur un secteur limité, l'électricité, et sur les choix en matière d'offre plutôt que de demande.

Il en va de même en matière de fiscalité écologique. La quasi-totalité des économistes considèrent que la tarification du carbone est un sujet essentiel. Pourtant, certains partis proposent tout de même de réduire la fiscalité sur les carburants.

4. Les enjeux pour l'avenir

Le premier enjeu est de pérenniser les instances de connaissance (par exemple le HCC) en lui donnant notamment des moyens humains et financiers à la hauteur de ses missions. Il est important que l'indépendance de ces instances soit garantie ou perçue comme tel en tout cas de la part du public (ex : du comité scientifique installé lors de la crise de la Covid-19). Disposer d'instances qui ne soient pas cantonnées au rôle « policy relevant » et puisse s'engager sur les possibles, en somme être aussi « policy prescriptive » serait par ailleurs souhaitable¹⁸⁸.

Autant de lieux à améliorer donc sur la question climatique, et à « dupliquer » pour traiter les autres sujets écologiques urgents, et pour notamment limiter l'instrumentalisation de la science (que ce soit pour la réduction des GES, la biodiversité ou des sujets techniques et politiques comme la 5G ...) et traiter les controverses socio-techniques avec les usagers et citoyens.

Il s'agit par ailleurs d'explorer « les sentiers non empruntés ». Si l'histoire des sciences et de la recherche s'est beaucoup focalisée sur les solutions techniques et industrielles, il faut explorer, avec les mêmes ambitions et moyens (académiques, organismes, ressources humaines et financières), les solutions organisationnelles et sociales, alors que la sobriété –énergétique et matérielle– constitue un levier majeur à mobiliser dans les prochaines années.

¹⁸⁸ Jurgen Habermas appelait à un « modèle pragmatique », dépassant les limites des modèles « décisioniste » et « technocratique », en articulant politique et science. Les forums hybrides autour des controverses décrits par Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthes ou les conventions de citoyens promues par l'association Sciences citoyennes en sont des exemples.

Enfin, comme c'est le cas depuis quelques dix années désormais, continuer à réduire les moyens de la recherche (ESR) va à l'encontre des défis qui n'ont jamais été aussi conséquents qu'aujourd'hui, et pour lesquels la production de connaissances nouvelles est cruciale.

Mais au-delà des moyens et aspects quantitatifs, l'orientation de la recherche, sans plus impliquer le grand public, est à questionner. En effet, au-delà des besoins d'une recherche fondamentale, sur les aspects opérationnels, l'écriture de programmes de recherche n'est pas qu'une question de technocrates, d'experts ou scientifiques. Profanes et citoyens peuvent contribuer à formuler des questions de recherche de manière décalée, et/ou partant notamment de connaissances, problématique et d'expertises d'usages.

5. Quelques questions précises et prioritaires destinées aux candidats

- 1) Considérez-vous qu'il faille faire un effort spécifique pour la recherche scientifique sur la transition écologique ? Si oui à quel niveau ?
- 2) Quel rôle doit selon vous jouer la science dans les politiques publiques écologiques : effectuer un diagnostic ? formuler les différentes solutions possibles ? définir la meilleure solution ?